

**Nordmann** Roger (S, VD), pour la commission: Ce point a été largement discuté dans notre commission et cela s'est terminé par un arbitrage du président: la décision a en effet été prise avec la voix prépondérante de ce dernier. Comme les deux camps étaient de force égale, je me permets de présenter les deux points de vue.

La majorité, dont la position vient d'être présentée par Monsieur Bourgeois, dit au fond que les projets de renaturation des cours d'eau, de protection contre les crues n'ont pas à être traités différemment d'autres projets: il n'y a donc pas de raison de faire une exception dans le droit foncier rural. Cela signifie que, même si c'est un canton ou une commune qui veut acheter un terrain – agricole, s'entend – et que le propriétaire est d'accord de vendre ce terrain, il faut quand même encore l'autorisation de l'autorité cantonale pour cette acquisition, en vertu du droit foncier rural. Cela signifie que l'autorité cantonale doit autoriser le canton à faire une acquisition sur laquelle tout le monde s'accorde en principe, sauf peut-être elle, pour protéger les terres agricoles, ce qui est le sens du droit foncier rural. C'est là la position de la majorité. La position de la minorité consiste en ceci: on peut éviter une «boucle bureaucratique». Il est en effet quand même absurde qu'un office cantonal doive autoriser un projet qui est approuvé et mis en oeuvre par le canton. Il est absurde que le canton donne une autorisation au canton. C'est juste une boucle bureaucratique, alors que, dans ce cas de figure, tout le monde est d'accord puisque le paysan est d'accord de vendre et la commune ou le canton d'accord d'acheter. Donc au fond, pourquoi faut-il encore une autorisation supplémentaire d'un autre office de la même administration cantonale? Voilà donc où se situe le débat.

La commission était largement divisée puisque, je le répète, la décision a été prise avec la voix prépondérante de notre président, Monsieur Toni Brunner.

La majorité vous invite à suivre sa proposition et à ne pas introduire cette exception dans le droit foncier rural.

**Bäumle** Martin (CEg, ZH), pour die Kommission: Noch einmal: Worum geht es bei diesem Artikel genau? Gemäss Bundesrat und Ständerat ist vorgesehen, dass für den freihändigen Erwerb von Landwirtschaftsland für Massnahmen nach diesem Gesetz keine Bewilligung nötig ist. Es geht dabei konkret um Massnahmen bezüglich Schwall und Sunk, Speicherbecken und Renaturierungen. Das ist der Kerngehalt dieses Artikels.

Wir haben in der Kommission zweimal sehr intensiv über diesen Artikel diskutiert, mit wechselnden Mehrheiten. Bei der ersten Lesung war eine Mehrheit für Beibehaltung; unser Rat hat dann entschieden, diesen Artikel zu streichen. Der Ständerat will ihn beibehalten. In unserer Kommission – es wurde schon angetönt – resultierte mit dem Stichentscheid des Präsidenten der Antrag, an unserem Beschluss festzuhalten und Buchstabe h zu streichen.

Ganz kurz zu den wesentlichen Elementen: Die Minderheit erachtet hier eine Ausnahmeregelung als sinnvoll und will damit Bürokratie vermeiden. Die Mehrheit will auch für die erwähnten Massnahmen klar keine Ausnahmeregelung zulassen; sie hat Bedenken wegen der Aushöhlung des bäuerlichen Bodenrechts.

Die Kommission empfiehlt Ihnen mit 13 zu 12 Stimmen, diesen Buchstaben zu streichen.

**Abstimmung – Vote**  
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 07.492/3149)

Für den Antrag der Minderheit ... 102 Stimmen  
Für den Antrag der Mehrheit ... 82 Stimmen

## 07.060

### Lebendiges Wasser.

### Volksinitiative

### Eaux vivantes.

### Initiative populaire

#### *Zweitrat – Deuxième Conseil*

Botschaft des Bundesrates 27.06.07 (BBI 2007 5511)

Message du Conseil fédéral 27.06.07 (FF 2007 5237)

Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Fortsetzung – Suite)

Bericht UREK-NR 27.10.08

Rapport CEATE-CN 27.10.08

Nationalrat/Conseil national 09.12.08 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 25.11.09 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 11.12.09 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 11.12.09 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2009 8757)

Texte de l'acte législatif (FF 2009 7921)

**Nordmann** Roger (S, VD), pour la commission: Je fais un petit rappel au sujet du contenu de cette initiative populaire. Je souligne tout d'abord que nous venons de traiter son contre-projet indirect. L'initiative populaire «Eaux vivantes» formule trois exigences centrales.

1. Les cantons encouragent la renaturation des eaux publiques et de leurs zones riveraines (cours et plans d'eau).  
2. A cette fin, les cantons mettent sur pied des fonds cantonaux de renaturation.

3. Les organisations directement touchées peuvent déposer des requêtes en vue de la réalisation des mesures (droit de requête et droit de recours). C'est ce qu'évoquait tout à l'heure Monsieur le conseiller fédéral Leuenberger. C'est une construction très originale dans notre ordre juridique, et qui va aussi très loin. Cela devrait évidemment être concrétisé par une révision de la loi pertinente.

La commission du Conseil des Etats a considéré que l'initiative soulevait un vrai problème, parce que l'état de nos eaux n'est pas satisfaisant. L'initiative est très amitieuse dans ses objectifs, mais un peu faible et inadéquate dans les moyens pour les atteindre, principalement parce qu'elle ne prévoit aucun financement. En plus, le droit de requête des organisations gouvernementales est franchement assez spécial dans notre ordre juridique.

A cela s'ajoute – et c'est ce qui a poussé la commission du Conseil des Etats à élaborer un contre-projet indirect à l'initiative populaire – que les problèmes qui se posent au sujet de nos rivières ne se limitent pas à leur renaturation: il y a aussi la question de l'hydroélectricité et celle de la protection contre les crues. Pour cette raison, le Conseil des Etats a adopté un contre-projet indirect. Vous avez aussi accepté ce principe et nous venons d'ailleurs de faire un des rounds d'élimination des divergences sur le contre-projet. Je renonce évidemment à vous réexpliquer sur quoi porte le contre-projet dont nous avons largement débattu. En définitive, ce qui est clair, c'est qu'on a élaboré un contre-projet parce qu'on ne voulait pas de l'initiative populaire. La majorité de la commission vous invite donc à recommander au peuple et aux cantons de refuser l'initiative, c'est-à-dire à approuver simplement l'arrêté fédéral tel qu'il est présenté. Une minorité de la commission vous propose pour l'instant de recommander d'accepter l'initiative, mais cette minorité est aussi d'avis que l'initiative n'a plus de raison d'être si le contre-projet aboutit, c'est-à-dire s'il passe le vote final et ensuite une éventuelle votation populaire.

Il faut aussi relever que c'est probablement la première fois que s'appliquera ici le nouveau dispositif dit Lombardi, parce qu'il fait suite à l'initiative parlementaire 08.515 déposée par le sénateur Filippo Lombardi. Cette disposition autorise les initiateurs à retirer une initiative populaire de manière conditionnelle, c'est-à-dire à la condition expresse que le contre-

projet indirect ne soit pas rejeté en votation populaire. Dans le cas qui nous occupe, cela veut dire que si le contre-projet indirect dont nous venons de discuter venait à échouer au vote final, ou plus tard en votation populaire, alors seulement on voterait sur l'initiative populaire, évidemment dans le cas où les initiateurs auraient déclaré faire un retrait conditionnel. Bref, tout ça pour vous dire que la majorité de la commission vous propose dans son projet d'arrêté de recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative, comme le fait le Conseil fédéral d'ailleurs – la différence étant que la commission, comme vous, a approuvé le principe d'un contre-projet indirect.

**Teuscher** Franziska (G, BE): Mehr als 160 000 Leute stehen hinter der Volksinitiative «Lebendiges Wasser», über die wir heute debattieren. Diese Volksinitiative hat der Schweizerische Fischereiverband im Sommer 2006 mit dieser phänomenalen Anzahl Unterschriften bei der Bundeskanzlei eingereicht. Im Namen der Kommissionsminderheit beantrage ich Ihnen, diese Volksinitiative der Stimmbevölkerung zur Annahme zu empfehlen.

Ich möchte hier noch einmal in Erinnerung rufen, weshalb der Schweizerische Fischereiverband diese Initiative lanciert hat. 1975 haben zwei Drittel der Schweizer Stimmenden klar gefordert, dass Wasserkraftwerke nicht jeden Wassertropfen aus den Bächen und Flüssen nutzen dürfen. Angemessene Restwassermengen müssen in Fluss und Bach zurückbleiben, damit unsere Krebse und Fische nicht auf dem Trockenen sitzen. 1991 hat die Stimmbevölkerung den Schutz der Gewässer einmal mehr bekräftigt: Sie hat mit grosser Mehrheit zum neuen Gewässerschutzgesetz Ja gesagt. Darin wird festgehalten, dass ausgetrocknete Flussläufe oder Gewässerabschnitte mit zu wenig Wasser bis 2007 saniert werden müssen.

Trotz guten Gesetzen geht es den Fliessgewässern der Schweiz heute immer noch schlecht. Von den ursprünglich 57 einheimischen Fischarten sind deren 8 ausgestorben; weitere 37 Arten sind gefährdet oder vom Aussterben bedroht. 90 Prozent aller Gewässer sind in der Schweiz verbaut, kanalisiert oder dem Wechsel von künstlichen Hochwassern und Trockenlegungen, welche von Kraftwerken verursacht werden, ausgesetzt. Von den insgesamt 60 000 Kilometern Gewässer in der Schweiz ist nur ein Viertel in einem einigermassen natürlichen Zustand, während ein Viertel der Gewässer vollständig degradiert ist und in Betonröhren, Kanälen und Eindolungen verdrängt wurde.

Die Schweiz ist das Wasserschloss von Europa. Fliessgewässer müssen einer ganzen Palette von Ansprüchen gerecht werden. Bäche und Flüsse sind heute mehr bedroht denn je. Die intensive Nutzung durch die Elektrizitätswerke, aber auch die intensive Nutzung bis an den Gewässerrand durch die Landwirtschaft und unsere Siedlungstätigkeit beeinträchtigen unsere Gewässer. Wenn wir nun unsere Gewässer renaturieren wollen, dann profitiert davon nicht nur die Natur, sondern auch die Bevölkerung; natürliche Flussslandschaften sind nämlich beliebte Erholungsgebiete für alle. Breit mäandrierende Flüsse sind der beste Hochwasserschutz. Menschen und Kulturgüter bleiben so von Hochwasserschäden verschont. Ein gesundes Flussbett, in dem Wasser fliesst, hilft, die Trinkwasserversorgung zu sichern. Daher ist die Minderheit davon überzeugt, dass die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» Anliegen auf den Tisch gebracht hat, die zur dringend notwendigen Verbesserung beitragen. Weil der Vollzug des Gewässerschutzgesetzes von 1992 nur schleppend vorwärtsging, verlängerte der Bundesrat die Frist zur Sanierung der Restwasserstrecken bis 2012. Das brachte bei den Fischern das Fass zum Überlaufen. Um die ökologische Katastrophe für unsere Fliessgewässer und die darin lebenden Fische und weiteren Arten abzuwenden, lancierten sie 2005 die Volksinitiative «Lebendiges Wasser». Wasser soll in der Schweiz nicht nur ein Rohstoff für die Energieproduktion sein, sondern ebenso Lebensraum für Tiere und Pflanzen.

Die Initiative verfolgt drei Ziele:

1. Die Kantone fördern die Renaturierung der Gewässer.

2. Die Kantone errichten zur Finanzierung der Massnahmen einen Fonds für die Gewässerausweitung.

3. Fischerei- und Umweltverbände erhalten ein Antrags- und Beschwerderecht für die Gewässerrenaturierung, damit der Verfassungsartikel nicht toter Buchstabe bleibt.

Die Volksinitiative hat kräftig eingehetzt und der Politik endlich Beine gemacht. Aus Angst vor einer Annahme dieser Volksinitiative hat der Ständerat den Gegenentwurf mit dem Titel «Schutz und Nutzung der Gewässer» ausgearbeitet, über den wir vorhin abgestimmt haben. Die Forderungen nach Renaturierung und mehr Geld für den Gewässerschutz wurden in diesem Gegenprojekt aufgenommen. Der Punkt des Antrags- und Beschwerderechts bei Gewässerrenaturierungen wurde allerdings weggelassen.

Mit dem Gegenvorschlag, der die Anliegen der Initiative weitgehend aufnimmt, hat die Initiative bereits einen Grosserfolg verbuchen können. Es ist nun am Schweizerischen Fischereiverband und am Initiativkomitee, zu entscheiden, ob mit dem Gegenvorschlag die Forderungen der Initiative aufgenommen werden sind. Wenn das Initiativkomitee seine Initiative dem Volk vorlegen will, dann hat es uns Grüne auf seiner Seite. Unsere Fliessgewässer müssen in Zukunft wieder lebendige Gewässer werden.

Im Namen der Kommissionsminderheit bitte ich Sie, die vorliegende Volksinitiative der Stimmbevölkerung zur Annahme zu empfehlen.

**Lustenberger** Ruedi (CEg, LU): Die heutige Diskussion über die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» ist vor dem Hintergrund der soeben diskutierten Vorlage «Schutz und Nutzung der Gewässer» zu sehen. Dieses Geschäft ist als indirekter Gegenvorschlag zur Volksinitiative konzipiert, und die Möglichkeit, dass die Initianten ihr Begehr aufgrund dieses Gegenvorschlages zurückziehen, ist nicht nur intakt, sondern – ich wage es zu behaupten – der Gegenvorschlag ist eigentlich schon beschlossen.

Meine Vorednerin, Frau Teuscher, hat Ihnen die Initiative vorgestellt. Ich mache das in einer ganz kurzen Zusammenfassung. Die Initiantinnen und Initianten haben zu Recht festgestellt, dass in mehreren Bereichen des Gewässerschutzes, vor allem was den Fischbestand anbelangt, eine Situation besteht, die sehr unbefriedigend ist. Die Initianten wollen die bestehenden Vollzugsdefizite beheben, indem sie gewässerökologische Problematiken in den Raum stellen, die gelöst werden müssen. Das eidgenössische Parlament hat mit der soeben in die letzte Phase der Differenzbereinigung gegangenen Vorlage «Schutz und Nutzung der Gewässer» die Anliegen der Initiantinnen und Initianten sehr wohl aufgenommen. Wir haben festgestellt, dass tatsächlich Handlungsbedarf besteht, und diese Anliegen im indirekten Gegenvorschlag auch berücksichtigt.

Der eigentliche Urheber des Gegenvorschlages war alt Ständerat Simon Epiney aus dem Kanton Wallis. Er brachte seinerzeit, am Anfang der letzten Legislatur, die Problematik auf den Tisch und gab mit seiner Initiative im Ständerat den Startschuss zum Gegenvorschlag, zu einem Gegenvorschlag, der als Folge einer parlamentarischen Initiative der UREK des Ständerates konzipiert wurde und der, wie gesagt, jetzt am Ende der Differenzbereinigung steht. Was sieht dieser Gegenvorschlag vor? Man macht einen Vorschlag für die Finanzierung. Man will die Gewässer in der Tat revitalisieren, die negativen Auswirkungen von Schwall und Sunk innerhalb von Wasserkraftwerken beheben oder mindestens vermindern, die Reaktivierung des Geschiebehaushaltes ermöglichen, Ausnahmen machen von Mindestrestwassermengen und schliesslich auch schützenswerte Kleinwasserkraftwerke in die Überlegungen und in die Gesetzgebung einbeziehen. Der Gegenvorschlag sagt aber auch ganz klar, dass die Renaturierungs-Initiative zu einseitig ausgestaltet ist, insbesondere weil sie die Interessen der Wassernutzung zu wenig gewichtet. Zudem wäre ein Antragsrecht für Umweltschutzorganisationen, wie es in der Initiative vorgesehen ist, weder sachlich noch politisch gerechtfertigt. Mit dem Gegenvorschlag werden unter

Berücksichtigung von berechtigten Schutz- und Nutzungsinteressen ausgewogene Lösungen präsentiert.

Unsere Fraktion hat sehr tatkräftig mitgeholfen, diesen Gegenvorschlag zu konzipieren, und wir haben auch heute in der Differenzbereinigung den Weg zu einem guten Ergebnis für die Schlussabstimmung am Ende dieser Session geebnet. Unsere Fraktion bittet die Initiantinnen und Initianten, diesen guten Gegenvorschlag zu gewichten und die Initiative zurückzuziehen, so, wie es angekündigt wurde.

Lassen Sie mich abschliessend noch allgemein ein Wort zum Gewässerschutz in der Schweiz sagen: In dieser Diskussion kommt nun, wenn man Frau Teuscher gehört hat, eigentlich der Eindruck auf, dass hier in der letzten Zeit nichts oder viel zu wenig gemacht wurde. Frau Teuscher, Sie mögen durchaus Recht haben, wenn Sie hier gewisse Mängel dargelegt haben. Aber seit der Einführung des neuen Gewässerschutzgesetzes 1992 haben vor allem die Gemeinden und die Kantone sehr viel gemacht; das gilt es hier nicht nur zu sagen, sondern auch einmal anzuerkennen.

**Grunder Hans (BD, BE):** Ich mache es kurz. Wir haben diesen indirekten Gegenvorschlag jetzt in verschiedenen Lösungen intensiv diskutiert. Die Kommission hat sich mit dieser Thematik, aufgebracht durch die Volksinitiative «Lebendiges Wasser», intensiv befasst, und die BDP-Fraktion ist klar der Meinung, dass der indirekte Gegenvorschlag sehr weit geht. Wir haben ihn soeben verabschiedet. Auch wir haben geholfen, hier einen tragfähigen Kompromiss zu erreichen, und ich gehe nun schon davon aus, dass die Initianten die Volksinitiative zurückziehen, wie sie es angekündigt haben. Denn von unserer Seite her gesehen ist mit diesem indirekten Gegenvorschlag in Bezug auf den Schutz und die Nutzung der Gewässer das höchste der Gefühle erreicht.

Ich verstehe Frau Teuscher nicht. Sie spielt ein Doppelspiel, wenn sie die Initianten quasi dazu auffordert, die Initiative nicht zurückzuziehen, wenn sie ihnen sagt, sie bekämen dann Unterstützung. Sie blendet die ganze Problematik der Klimaerwärmung aus, eine Problematik, die viel wichtiger ist. Sie negiert die dringend notwendige Nutzung der erneuerbaren Energien, hier eben insbesondere die Nutzung der Wasserkraft. Da gehe ich mit dem einig, was Herr Wasserfallen beim vorletzten Geschäft zum Ausdruck gebracht hat: Es wäre schön, wenn hier auch einmal das Bekenntnis der Grünen zu hören wäre, dass auch dort grosser Handlungsbedarf besteht.

Ich beantrage Ihnen also im Namen der BDP-Fraktion, der Mehrheit zu folgen und die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

**Leutenegger Filippo (RL, ZH):** Die Volksinitiative, aber auch der Gegenvorschlag des Ständerates, den wir ja gerade angenommen haben, beinhaltet mit Blick auf den Gewässerschutz ein absolut zentrales Element, nämlich die Finanzierung von Renaturierungs- und Kompensationsmassnahmen. Während der ständeräliche Gegenvorschlag eine vertretbare Regelung für Schwall und Sunk, Geschiebeaushalt und vor allem das umstrittene Restwasser bringt, ist die Volksinitiative zu radikal und birgt unabsehbare finanzielle Folgen in sich. Die Kantone müssten nämlich eigene Renaturierungsfonds einrichten. Die Initiative verlangt zudem bei Renaturierungen eine massive Ausweitung des Verbandsbeschwerderechts für Fischerei-, Naturschutz- und Umweltschutzorganisationen. Damit schiesst die Initiative weit über das Ziel hinaus und ist in keiner Weise geeignet, die Interessen von Schutz und Nutzung in Einklang zu bringen. Die Volksinitiative berücksichtigt nicht, dass die Wasserkraft die wichtigste erneuerbare Energiequelle in unserem Land ist.

An dieser Stelle möchte ich auf die Widersprüche der Umweltverbände hinweisen, welche diese Initiative unterstützen: Einerseits wollen sie die Wasserkraft fördern und zusätzliche Tausende von Gigawattstunden produzieren lassen, andererseits wird bei fast jedem Projekt mit Beschwerden dagegen interveniert; dies gilt übrigens auch für

andere Projekte im Bereich erneuerbarer Energien wie die Windenergie.

Vor diesem Hintergrund ist die Volksinitiative aus folgenden Gründen abzulehnen: Die vorgeschlagene Ausweitung des Verbandsbeschwerderechts, welche im Widerspruch zum heutigen Trend zur Einschränkung und Verwesentlichung dieses Instruments steht, würde dazu führen, dass das Potenzial der Wasserkraft überhaupt nicht optimiert werden könnte, sondern eher blockiert würde. Das Antrags- und Beschwerderecht würde zu Verzögerungen bei den Bewilligungsverfahren für Wasserkraftnutzungen führen, und zwar noch mehr, als dies heute schon der Fall ist. Außerdem verursacht die Initiative im Verhältnis zu ihrem Nutzen sehr hohe Kosten für Bund und Kantone. Die Einrichtung kantonaler Renaturierungsfonds würde jährliche Mehrkosten im Umfang von rund 40 Millionen Franken für die Kantone und von rund 20 Millionen Franken für den Bund bedeuten.

Zusammenfassend ist festzuhalten, dass die Ablehnung der Volksinitiative nicht bedeutet, dass wir mit dem Gegenvorschlag bestehende Umweltschutzbestimmungen ausser Kraft setzen oder verwässern wollen. Es geht auch nicht darum, dass bei der Ablehnung der Initiative der letzte Bergbach der energetischen Nutzung zugeführt wird. Aber wir können nicht erneuerbare Energien fördern und gleichzeitig kein zusätzliches Wasser für die Stromproduktion zur Verfügung stellen. Wir brauchen pragmatische Lösungen, um die Interessen von Nutzern und Schützern in Einklang zu bringen. Der Gegenvorschlag zur Volksinitiative ist eine solche Lösung. Deshalb sind die Initianten, das ist ja schon gesagt und publiziert worden, auch bereit, die Initiative zurückzuziehen, sobald der Gegenvorschlag von beiden Räten angenommen worden ist. Ich glaube, da gibt es jetzt kein Hindernis mehr. Ich sehe, der Präsident des Schweizerischen Fischereiverbandes nickt. Ich gehe davon aus, dass das auch so passieren wird.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

**Girod Bastien (G, ZH):** Wir sind hier ja in einer etwas seltsamen Situation, weil wir zwar schon über die Initiative befinden müssen, die Differenzbereinigung bezüglich des Gegenvorschlages aber noch nicht unter Dach und Fach ist; für den Gegenvorschlag ist noch gar nicht alles entschieden. Die Situation ist jetzt die folgende: Wenn gegen den Gegenvorschlag das Referendum ergriffen würde und der Gegenvorschlag vom Volk dann abgelehnt würde, bestünde nach der neuen Regelung gemäss parlamentarischer Initiative Lombardi (08.515) noch die Möglichkeit, über die Initiative abzustimmen. In dieser Situation schlagen Ihnen die Grünen vor, die Initiative und ihr Anliegen weiterhin zu unterstützen, im Wissen darum, dass wir einen relativ guten Gegenvorschlag haben. Aber wir stehen jetzt zur Initiative.

Zum grundsätzlichen Anliegen möchte ich einfach noch einmal wiederholen, dass der Zustand unserer Gewässer sehr schlecht ist. Schätzungsweise 90 Prozent der Schweizer Fließgewässer fliessen nicht mehr natürlich. Sie verlaufen künstlich, unterirdisch, kanalisiert oder sind gestaut. Streckenweise liegen sie sogar ganz trocken, und das ist verheerend, weil 50 Prozent der einheimischen Tier- und Pflanzenarten im Bereich Gewässer angesiedelt sind. Und aufgrund des aktuell sehr schlechten Zustandes der Gewässer ist ein grosser Teil dieser Arten gefährdet. Es ist auch so, dass die Bevölkerung erkannt hat, dass die Gewässer in einem sehr schlechten Zustand sind. Deshalb hat die Bevölkerung 1992 auch das revidierte Gewässerschutzgesetz klar angenommen. Leider wurde trotz dieser Volksabstimmung wenig gemacht, und deshalb kam dann die Reaktion mit dieser Initiative, welche eine Beschleunigung will und verlangt, dass das, was längst schon versprochen wurde, auch umgesetzt wird. Auch aktuelle Umfragen zeigen, dass die Renaturierung in der Bevölkerung einen hohen Stellenwert geniesst. Es ist so, dass 80 Prozent der Bevölkerung eine stärkere Renaturierung der Gewässer unterstützen, und sie sind auch bereit, dafür etwas zu bezahlen, weil sie wissen, dass

das etwas kostet. Es ist deshalb ein breitabgestütztes Anliegen, und deshalb sollten wir auch die Initiative unterstützen. Zum Gegenvorschlag ist einfach zu sagen: Man hat es damit geschafft, die Wassernutzung und den Gewässerschutz etwas abzugleichen. Es hat jedoch immer noch grosse Haken drin. Ich verweise auf die Senkung der Grenze für die Entnahme von Restwasser von 1700 auf 1500 Meter. Im ganzen Engadin können damit die Bäche abgeklemmt werden. Hier wurden vonseiten des Gewässerschutzes grosse Zugeständnisse gemacht. Dem Gegenvorschlag ist zugutezuhalten, dass er z. B. mit den Rückhaltebecken auch Wege gefunden hat, im Bereich Schwall und Sunk eine Lösung zu finden, welche sowohl die Wassernutzung verbessert als auch dem Gewässerschutz zugutekommt. Die Finanzierung ist ein zentraler Aspekt, bei dem mit dem Gegenvorschlag eine Lösung gelungen ist. Uns Grünen wurde einige Male vorgeworfen, wir wollten Gewässerschutz und Wassernutzung; das sei nicht konsequent. Ich möchte darauf hinweisen: Dass wir bei der Förderung der erneuerbaren Energien einfach wie auf einer Autobahn vorwärtsfahren und alle Gewässer zumachen, dass wir überall Windanlagen aufstellen, ist nicht nötig. Es gibt Potenziale, die ohne Beeinträchtigung der Landschaft und ohne Beeinträchtigung des Gewässerschutzes genutzt werden können. Wir sollten diese Potenziale priorisieren. Sonst entsteht eine andere Blockade, eine politische Blockade, weil die Verbände für den Landschaftsschutz und für den Gewässerschutz dann die erneuerbaren Energien nicht mehr unterstützen wollen. Deshalb ist es wichtig, hier differenziert vorzugehen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, dieses Anliegen aufrechtzuerhalten und die Initiative zu unterstützen.

**Killer Hans** (V, AG): Die Einreichung der Volksinitiative im Juli 2006 ist grösstenteils zweifellos darauf zurückzuführen, dass nicht alle Kantone die Anliegen der Gewässerschutzgesetzgebung gleich ernst nehmen bzw. nicht alle sie ganz ernst genommen haben. Das mag an den finanziellen Konsequenzen oder auch an den unterschiedlichen Prioritäten bei der Nutzung von Kulturland im Nahbereich der Gewässer liegen, jedenfalls fehlt es sicher nicht an bestehenden gesetzlichen Regulierungen. Es braucht keine zusätzlichen Gesetze, es braucht allenfalls in einigen Kantonen etwas mehr Druck beim Vollzug der bestehenden Gesetze. Wir haben in den vergangenen Jahren in vielen Kantonen sehr gute Entwicklungen gesehen; wir haben gesehen, wie Nutzung und Schutz von gewässernahen Bereichen konfliktfrei nebeneinander bestehen können. Wir erleben auch bei Kraftwerkerneuerungen immer wieder ökologische Verbesserungen, dies notabene mit den bestehenden Gesetzen. Wenn wir uns darüber beklagen, in welchem Umfang Jahr für Jahr neue, zusätzliche Gesetze und Verordnungen geschaffen werden, sollten wir nicht bei jedem nicht ganz konformen Vollzug eines Gesetzes hingehen und neue Regulierungen schaffen. Vielleicht könnte man säumige Kantone auch mit administrativen Massnahmen zum Vollzug führen. Die Lösung von ökologischen Problemen bei Gewässern bzw. die Verbesserung der Situation soll also nach Idee der Initianten über neue Gesetzesregelungen erfolgen. Dazu sollen noch neue Rechte für die betroffenen Organisationen geschaffen werden, und zwar in Form von Antrags- und Beschwerderechten, wodurch auf die durch die Kantone zwingend zu schaffenden Renaturierungsfonds zugegriffen werden könnte.

Auch dem Bundesrat gingen die Forderungen und die Konsequenzen der Initiative zu weit. Er beschloss im Juni 2007, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Der Ständerat beschloss dann im Herbst 2008, die Initiative abzulehnen, ihr aber einen indirekten Gegenvorschlag gegenüberzustellen und die Behandlungsfrist darum bis zum Januar 2010 zu verlängern. Dies hat in der Wintersession auch der Nationalrat mehrheitlich beschlossen.

Die SVP ist gegen zusätzliche Gesetze im Gewässerschutzbereich und gegen die Ausweitung des Verbandsbeschwerderechtes. Auch die Konsequenzen der Einschränkung der

Nutzung von Wasserkraft zur Gewinnung von elektrischer Energie sind ein Grund, die Initiative abzulehnen. Wasserkraftnutzung ist in den Plänen des Bundesrates über künftige Energieproduktion ein wichtiger und massgebender Faktor. Die Produktion von Strom aus Wasserkraft ist zudem CO2-frei und darf nicht unnötig eingeschränkt werden. Eine Steigerung um 3 bis 4 Prozent, wie beabsichtigt, ist mit den vorgesehenen Einschränkungen nicht mehr möglich. Die Initiative setzt zu einseitig auf den Schutz der Gewässer und schränkt deren volkswirtschaftliche Nutzung in einer Weise ein, die eine Weiterentwicklung der Wasserwirtschaft infrage stellt. Durch die Erschwerung der Realisierung von Speicherkraftwerken werden Arbeitsplätze in den Gebirgskantonen gefährdet und die zwingend nötigen Pumpspeicheranlagen als Redundanz von Werken zur Nutzung der neuen erneuerbaren Energien verhindert. Unsere Wasserkraftnutzung ist nachhaltig und erfüllt die Anforderungen an Ökologie, Wirtschaft und Gesellschaft in idealer Weise. Sie trägt mit rund 60 Prozent zu unserer Stromproduktion bei und darf nicht im hier vorgesehenen Ausmass der naturnahen Gestaltung und den ausufernden Hochwasserschutzmassnahmen geopfert werden.

Sie haben bei der Beratung des vorherigen Geschäftes, des Gegenvorschlags, in der Mehrheit beschlossen, fast alle, aber vor allem die wichtigsten Argumente der Initiative zu übernehmen. Es gibt also faktisch keine sachlichen Gründe mehr, die Initiative zur Abstimmung zu bringen. Wenn sie doch zur Abstimmung kommen sollte, bitten wir Sie, diese Initiative dem Souverän zur Ablehnung zu empfehlen.

**Scherer Marcel** (V, ZG): Sie haben es gehört: Was als Initiative zugunsten der Gewässer daherkommt und Renaturierungs-Initiative genannt wird, vertritt leider nur einseitig die Interessen eines vermeintlich notleidenden Naturschutzes, ohne die Konsequenzen bis zum Schluss durchdacht zu haben. Die Initiative will eine Ausweitung des Verbandsbeschwerderechtes, sie will die Kantone verpflichten, wertvolles Kulturland der Nahrungsmittelproduktion zu entziehen, und sie will die Wiederherstellung naturnaher Verhältnisse bei verbauten Gewässern.

Man ist versucht zu glauben, dass bis heute, ohne diese Initiative, nichts zugunsten der Natur und nichts zugunsten der Gewässer gemacht worden sei. Dabei ist es heute so: Wenn sich die Gelegenheit bietet, werden bereits Ausweiterungen, Freilegungen von Gewässern vorgenommen. Ich möchte wieder einmal in Erinnerung rufen, dass unsere Mittelseen so gesund sind wie im Jahr 1900. Vielleicht hat es deswegen nicht mehr so fette Fische in den Gewässern.

Was diese Initiative für Folgen haben könnte, haben die Initianten wahrscheinlich nicht zu Ende gedacht. Ich gebe Ihnen ein Beispiel: Mein Landwirtschaftsbetrieb befindet sich in der Reussebene. Bis zum Jahr 1918 mussten meine Vorfahren immer wieder erfahren, was es heißt, wenn Gewässer wie die Reuss zu reissenden Strömen werden und Kulturland und Gebäude überschwemmen oder sogar mitreißen. Im Jahr 1918 wurde ein Schutzbau errichtet und wurden die Ufer mit Steinen verbaut. Die Not der Bevölkerung war vor dieser Verbauung unbeschreiblich, die Erträge waren oft für mehrere Jahre auf dem Tiefststand, Hungersnöte nicht selten. Das will die Initiative wieder herbeiführen. Die Initianten kennen diese Nöte selbstverständlich nicht mehr, und sie nehmen in Kauf, dass für unsere Bevölkerung im Falle einer Annahme der Initiative vermehrt Nahrungsmittel aus dem Ausland hergekarrt werden müssen, Lebensmittel, die einer anderen, schwächeren Bevölkerung entzogen werden.

Bei jeder Renaturierung wird wertvolles Kulturland der Ernährungswirtschaft entzogen. Wollen Sie das? Bei jeder Renaturierung wird die oberste Erdschicht mit schwersten Maschinen abgetragen und abtransportiert; ich habe das selber gesehen. Um der Gefahr des Hochwassers zu begegnen, werden dafür grosse Steinblöcke, oft von weit her kommend, eingebaut. Keiner der Initianten fragt nach diesem ökologischen Horror, wenn nur Libellen und Stechmücken wieder eine ausreichende Entfaltungsmöglichkeit haben.

Eine weitere Abschreckung im Initiativtext ist die Ausweitung des Verbandsbeschwerderechtes.

Damit komme ich auch zum Gegenvorschlag. Mit den Bestimmungen, wie sie nun im indirekten Gegenvorschlag stehen, haben die Initianten ihre Ziele, wie schon mehrmals betont, bereits erreicht, ganz nach dem Motto: «Das Doppelte fordern und dann über einen Gegenvorschlag die gesteckten Ziele erreichen.» Ich bitte Sie deshalb, die Volksinitiative und den Gegenvorschlag abzulehnen. Damit kommt die überraschte Initiative so, wie sie im Raum steht, auch zur Abstimmung. Ich hoffe, dass das Schweizervolk diese Initiative ablehnen wird. Wenn nicht, soll es die Folgen dieser tiefgreifenden Gesetzesänderungen in ihrer ganzen Wucht spüren.

Ich bitte Sie also, die Initiative und den indirekten Gegenvorschlag abzulehnen.

**Brunner Toni** (V, SG): Ich möchte mich bei meinen Ausführungen nicht einfach nur auf die Initiative beschränken. Denn wir müssen das jetzt wirklich im Gesamtkontext anschauen und den Gegenvorschlag, den wir vorher besprochen haben, und was genau darin steht, durchaus würdigen.

Wir von der SVP-Fraktion sind mit der Volksinitiative «Lebendiges Wasser» grundsätzlich nicht einverstanden. Aber eines muss man anerkennen: Die Initianten haben mit dem Gegenvorschlag, der parlamentarischen Initiative «Schutz und Nutzung der Gewässer», das Maximum herausgeholt. Ich bin nicht auf der gleichen politischen Linie; vor allem inhaltlich bin ich nicht einverstanden. Aber das muss man sagen: Wenn man über einen Gegenvorschlag, der praktisch das beinhaltet, was die Initiative wollte, so viel herauholt, dann ist das eine politische Meisterleistung. In allen wichtigen Forderungen kommt man im Gegenvorschlag der Initiative entgegen. Es ist zum einen die geforderte Sanierung wesentlich beeinflusster Fließgewässer, es ist aber auch die Wiederherstellung naturnaher Verhältnisse, die da aufgenommen wurde, dann auch die Reaktivierung des Geschiebehaushaltes. Im Gegenvorschlag auch enthalten ist die Verminderung von Schwall und Sunk. Eigentlich bin ich versucht zu sagen, es sei gar kein Gegenvorschlag, sondern eigentlich fast eher ein Ausführungsgesetz zur Initiative, das man heute Morgen in der Differenzbereinigung behandelt hat. Wenn ich diesen Gegenvorschlag betrachte, dann gehe ich davon aus, dass die Initiative zurückgezogen wird.

Aber was missfällt eigentlich, wenn man die Initiative vor dem Hintergrund des Gegenvorschlages würdigt und schaut, was dieser beinhaltet oder eben nicht? Wir müssen uns bewusst sein, dass man im Energiegesetz noch hehre Ziele formuliert hat, vor allem auch aus links-grünen Kreisen, dass man bis ins Jahr 2030 die Wasserkraftproduktion um 2000 Gigawattstunden pro Jahr erhöhen möchte. Jetzt ist aber festzustellen, dass man auf Druck dieser Initiative solche Gesetze erlässt, und da muss ich Ihnen sagen: Diese ambitionierten Ausbauziele, dass die Wasserkraft in Zukunft noch vermehrt und besser genutzt werden kann, sind vor dem Hintergrund dieser Initiative oder eben auch des Gegenvorschlages gar nicht mehr realistisch.

Überhaupt muss man sagen – da spreche ich natürlich auch als Landwirtschaftsvertreter –: Seien wir uns bewusst, dass wir mit dem Gegenvorschlag, der zu dieser Initiative gemacht wurde, 2000 Hektaren Landwirtschaftsfläche verlieren und dass etwa 20 000 Hektaren als Teilverlust registriert werden müssen. Da sind Bewirtschaftungseinschränkungen, die mit Produktion nicht mehr viel gemein haben; das bleibt für die Landwirtschaft nicht ohne Folgen. Es ist ein folgenschweres Gesetz, das da infolge dieser Initiative zusammengebastelt wurde. Wenn man sich weiter bewusst ist, dass im Gegenvorschlag zudem 0,1 Rappen pro Kilowattstunde auf den Endverbrauch hinzugeschlagen wird, wenn man sich weiter bewusst ist, dass die KEV-Deckelung noch erhöht wird, wenn man sich weiter bewusst ist, dass die Wasserzinsen noch erhöht werden, wenn man sich weiter bewusst ist, dass noch weitere Forderungen kommen werden, dann müssen wir oder muss zumindest das Parlament

schon einmal in den Spiegel schauen. Ich weiss noch gut, was vor einem Jahr hier debattiert worden ist. Vor einem Jahr hat man sich hier darüber ausgelassen, dass die Strompreise ins Unermessliche gestiegen seien! Ich muss Ihnen sagen: Mit all dem, was wir jetzt verabschieden, gilt – dessen ungeachtet, ob diese Initiative letztlich vor das Volk kommt oder nicht –: Der Strom wird verteuer!

Die SVP-Fraktion empfiehlt daher diese Initiative, aber auch den Gegenvorschlag zur Ablehnung.

**Pfister Theophil** (V, SG): Gut gemeint ist nicht immer gut gemacht. Dieser Satz geht mir durch den Kopf, wenn ich meine Erfahrungen als vormaliger Landwirtschaftslehrer sowie die katastrophalen Projektbeispiele mit unsinnigen Bachöffnungen und der damit verbundenen Kulturlandvernichtung Revue passieren lasse. Ist es wirklich der Wunsch unserer Bevölkerung, wie die Initianten behaupten, dass mit hohen Kosten – genannt werden 4 Milliarden Franken – das Beste, was unsere Erde bietet, die wertvollen Humusschichten, abgetragen und mutwillig zerstört werden? Nein, die informierten Bürger wollen das sicher nicht. Aber es wäre die logische Folge dieser Initiative.

Kulturland ist für die Initianten offenbar keine Natur. Nur die Kiesgrube ist es, weil es dort keine Nährstoffe im Boden hat und dadurch eine andere Pflanzenwelt entsteht. Die Initiative «Lebendiges Wasser» will sogenannte Renaturierungen im grossen Massstab auslösen. Aber das Wort Renaturierung ist falsch und ein Widerspruch in sich. Es wird nicht renaturiert, sondern zumeist wird künstlich die Natur nachgebildet. Es wird Kulturland zerstört, und es wird eine künstliche Natur geschaffen, die für das geschulte Auge ein Horrorbild abgibt, viel schlimmer als jeglicher Kitsch. Künstliche, nachgebildete Natur, wie wir sie heute in unserem Land in Hunderten von Projekten betrachten müssen, ist das neue Ideal falsch verstandener und falsch geleiteter Naturschützer. Aber dass es in der Praxis zu einer enormen Zerstörung kommt, zu einer Zerstörung der wichtigsten und besten Böden, nämlich zu einem mechanischen Humusabtrag, wird nicht verstanden. Humusschichten sind die Grundlage unserer Nahrungsmittelproduktion und die Basis für unsere schöne, gepflegte Landschaft.

Ich wünsche mir, dass Sie alle sich einmal die in Ihrer Region heute schon vorhandenen Beispiele für die Umsetzung der Theorie der Renaturierung eins zu eins ansehen. Da werden wunderbare Wiesen plötzlich mit dem Bagger aufgerissen, zehn Meter breit und zwei Meter tief, der wertvolle Humus wird mit Lastwagen weggeführt. Das Kulturland wird damit vernichtet und eine normale Bewirtschaftung verunmöglich. Das Resultat ist eine neue Wildnis, die dann von Gartenbauunternehmern gepflegt und unterhalten werden muss. Ohne Pflege wachsen Dornen und Brennesseln, heute auch vielfach Neophyten, die ungeliebten exotischen Pflanzen. Renaturierungen sind ein Eldorado für alle Arten von pflanzlichen Einwanderern. Vorher wurden diese Wiesen von den Bauern kostenlos gemäht und genutzt. In meinem Wohnort, in Flawil, gibt es ein solches schreckliches Beispiel einer Bachöffnung ohne Bach. Beispiele gibt es auch in Niederuzwil oder in Tobel im Thurgau. Es gibt schon Hunderte, vielleicht Tausende solcher unumkehrbarer Kulturlandvernichtungsaktionen.

Ich mache unsere Hochschulen mit ihrer Forschung mitverantwortlich dafür. Ich mache insbesondere die Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft mitverantwortlich, die den wissenschaftlichen Hintergrund für solche Projekte ohne Praxisbewährung liefert. Diese Entwicklung ist schlimmer als der vormalige totale Irrtum mit dem Waldsterben. Die Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft hat diesen Irrtum eingestanden und einen Korrekturbericht mit dem Titel «Das Waldsterben hat nicht stattgefunden» veröffentlicht. Das möchte ich anerkennen. Ich hoffe, dass auch falsch verstandene Renaturierungen ihren kritischen Bericht erhalten.

Was wir heute unter dem Stichwort «Renaturierung» in dieser Vorlage «Lebendiges Wasser» vorfinden, ist nicht weniger falsch als das Waldsterben. Die echten Fachleute, die

Bauern, sind wütend, aber ohnmächtig, wenn sie diese erzwungene Kulturlandvernichtung mitansehen müssen. Sie rufen zum Einhalten auf, bevor es zu spät ist. Über die Initiative «Lebendiges Wasser» sollte vom Volk ohne Gegenvorschlag entschieden werden. Ich werde mich anhand der heute bestehenden augenfälligen Beispiele entsprechend einsetzen und die tatsächlichen Folgen aufzeigen.

Ich bitte Sie, sowohl die Initiative wie auch – leider etwas zu spät – den Gegenvorschlag, der ähnliche Zerstörungen bewirkt, abzulehnen.

**Rechsteiner** Rudolf (S, BS): Die Natur ist unter Druck. Die Zunahme von Strassen und Verbauungen für Kraftwerke, die Zersiedelung der Schweiz und die Veränderungen des Klimas bedrohen viele Pflanzen- und Tierarten in unserem schönen Land. Dies gilt besonders für jene Tiere, die auf natürliche Gewässer angewiesen sind. Gemäss der roten Liste der gefährdeten Arten sind in der Schweiz 31 von 52 einheimischen Fischarten gefährdet, und 8 Fischarten sind bereits ausgestorben. Im Jahre 1992 haben in der Volksabstimmung über 66 Prozent der abstimmenden Bevölkerung die damalige Revision des Gewässerschutzgesetzes unterstützt. Es war ein Auftrag an die Politik, den Gewässern den notwendigen Schutz zu geben. Heute, siebzehn Jahre später, müssen wir mit dem Bundesrat feststellen, dass das gesetzte Ziel bei Weitem nicht erreicht worden ist. Die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» will den Vollzug der Renaturierungen beschleunigen und dort nachhelfen, wo bisher die gesetzlichen Anforderungen nicht erfüllt worden sind.

Die SP-Fraktion unterstützt diese Volksinitiative ausdrücklich. Wir sind aber der Meinung, dass der indirekte Gegenvorschlag ein adäquates Mittel ist, das Problem einer Lösung zuzuführen, und empfehlen den Initianten, bei Annahme des Gegenvorschlages die Volksinitiative zurückzuziehen.

Die Studien der Eawag zeigen, dass Renaturierungen durchaus etwas leisten können. Sie können bedrohte Arten sichern und teilweise gefährdete Bestände auch wiederherstellen. Wir haben heute über 55 000 Verbauungen von über 50 Zentimetern Höhe in Flüssen, und dazu kommen ungenügende Restwassermengen, die die Wanderung und Verbreitung von Fischen und Krebsen künstlich behindern. Wenn ich diese Zustände mit dem Gegenvorschlag vergleiche, dann muss ich sagen, dass der Gegenvorschlag noch immer moderat ist. Die Umsetzung erstreckt sich nämlich über einen Zeitraum von achtzig Jahren, das sind drei Generationen.

Ich will hier auch meine Interessen offenlegen: Ich bin Verwaltungsratspräsident einer Aktiengesellschaft, die mehrere Wasserkraftwerke wiederhergestellt und Leistungen erhöht hat, und ich bin auch Mitglied der Werkkommission der Industriellen Werke Basel, welche viele Beteiligungen an Anlagen in den Alpen besitzt. Ich bin aber der Meinung, dass sich bei den Gewässern Schutz und Nutzung im Grossen und Ganzen recht einfach vereinbaren lassen, wenn wir die richtigen Massnahmen durchsetzen. Die Fischtreppen bei Kraftwerken, die Durchsetzung der Restwassermengen und die Wiederherstellung des Geschiebehaushaltes können sehr viel verbessern. Pumpspeicherwerke liefern im europäischen Verbund für die Schweiz eine hohe Wertschöpfung: netto 2,5 Milliarden Franken Ertrag im Aussenhandel. Bei den Pumpspeicherwerken kommt dazu, dass diese Erweiterungen meist unterirdisch gemacht werden können und in diesem Falle ökologisch unbedenklich sind, wenn die Pumpspeicherung mit Strom aus erneuerbaren Energien betrieben wird. Hier eröffnet sich mit der europäischen Windenergie ein Leistungsträger, der heute schon 5 Prozent des Verbrauchs deckt und in den nächsten Jahrzehnten wohl über 50 Prozent unseres Verbrauchs decken kann und wird, wenn mich meine Einschätzung nicht trügt. Denn Windenergie ist inzwischen billiger als Wasserkraft.

Nun sind im Gegenvorschlag zum Glück auch Regelungen für Schwall und Sunk drin, mit Sanierungsfristen von zwanzig Jahren. Diese sind zwar immer noch lang, aber der Gegenvorschlag erleichtert die Integration von Pumpspeicher-

werken in den Gewässerhaushalt. Damit leistet er auch einen wichtigen Beitrag an die Wasserwirtschaft, und dabei geht es gar nicht nur um Pumpspeicherwerke, sondern auch darum, dass die Trinkwasserversorgung geschützt wird, indem wir mit den richtigen Durchlaufmengen die Grundwasserreserven sichern. Ich glaube, dieser Punkt ist absolut zentral und wird gerne übersehen.

Die Volksinitiative wird von der SP-Fraktion, wie gesagt, unterstützt. Wir sind aber zuversichtlich, dass sie zurückgezogen wird, wenn der Gegenvorschlag in beiden Räten eine Mehrheit findet.

**Weibel** Thomas (CEg, ZH): Die sogenannte Renaturierungs-Initiative ist im Jahr 2006 mit über 160 000 Unterschriften eingereicht worden. Sie hätte in einer Volksabstimmung gute Chancen, angenommen zu werden. Deshalb und weil die Forderungen der Initiative der Mehrheit hier im Rat zu weit gehen, haben wir den Gegenvorschlag erarbeitet.

Bei der Diskussion des indirekten Gegenvorschlages war kaum bestritten, dass beim Umgang mit unseren Gewässern grosser Handlungsbedarf besteht. Mit dem Gegenvorschlag haben wir sowohl die Interessen des Schutzes als auch diejenigen der Nutzung der Gewässer berücksichtigt. Die Gratwanderung zwischen der Förderung der erneuerbaren Energien, konkret der Wasserkraft, und den berechtigten Anliegen der Ökologie haben wir erfolgreich bewältigt. Das Ergebnis ist aus Sicht der Grünliberalen eine ausgewogene Lösung. Wie jeder Kompromiss weicht er beidseitig von den Maximalforderungen ab. Er erfordert Zugeständnisse von beiden Seiten und steht deshalb bei puristischer Betrachtung von beiden Seiten in der Kritik. Aber die von Kollege Pfister Theophil ausgeführte Kritik an den Renaturierungsprojekten ist absolut haltlos. Ich lege in diesem Zusammenhang meine Interessenbindung offen: Ich leite an der Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften die Fachstelle für Gewässermanagement, welche integrale Projekte im Sinne dieser Initiative bearbeitet. Für Kollege Pfister bin ich vielleicht auch einer der Mitverantwortlichen für das Malaise, wie er es sieht.

Die Initianten können dem erreichten Kompromiss zustimmen. Sie haben viel erreicht und deshalb in Aussicht gestellt, ihre Initiative zurückzuziehen. Es ist das Verdienst des Schweizerischen Fischereiverbandes, welcher die Initiative lanciert hat, dass wir die Diskussion geführt haben. Mit dem Gegenvorschlag werden markante Verbesserungen gegenüber dem heutigen Zustand erreicht. Der Rückzug kann selbstverständlich nur erfolgen, wenn der Gegenvorschlag nicht noch Schiffbruch erleidet. Wir sind aber zuversichtlich, dass dies nicht eintreten wird. Wir Grünliberale erwarten, dass die Gesetzesänderungen gemäss dem Gegenvorschlag, wenn sie dann einmal in Rechtskraft erwachsen sind, rasch und kompromisslos im Sinne der geführten Debatte in der Praxis umgesetzt werden. Dies ist leider nicht selbstverständlich, deshalb verlangen wir es hier mit Nachdruck. Schon vor der Inkraftsetzung der Änderungen soll der Bundesrat, wie bereits in der Diskussion zur Erhöhung der Wasserzinsen mehrfach ausgeführt, seine schon heute bestehenden Kompetenzen nutzen. Er soll den Handlungsspielraum zugunsten des Schutzes der Gewässer und auch zugunsten der Ökologie ausschöpfen – und nicht einseitig für die Nutzung. Andernfalls müssten wir als Gesetzgeber wieder aktiv werden.

Wir Grünliberale empfehlen die Initiative zur Ablehnung. Die Ablehnung ist weitgehend nicht inhaltlich begründet, sondern wir gehen weiter den Weg des Kompromisses und setzen auf den Gegenvorschlag. Wir sind pragmatisch für das Machbare.

**Schibli** Ernst (V, ZH): Mit der Volksinitiative «Lebendiges Wasser» zeigt sich einmal mehr, dass es in unserem Land vielfach nicht mehr um ein gesamtheitliches Denken und Handeln geht, sondern dass man Partikularinteressen vertreibt, weil es uns in der Schweiz gegenüber anderen Ländern eben zu gut geht. Viele Menschen in unserem Land sind

sich nicht mehr bewusst, welche Anstrengungen nötig sind, damit wir den heutigen Lebensstandard einigermassen aufrechterhalten können. Sie sind sich nicht mehr bewusst, dass es vor allem eine prosperierende Wirtschaft braucht, damit wir alle Aufgaben im Natur- und Umweltschutz finanzieren können. Angesichts der Fülle der anstehenden Aufgaben in den Bereichen Stromknappheit, CO2-Reduktion, Versorgungssicherheit oder Nahrungsmittelproduktion steht eine derart einseitige Initiative – dies wird klar, wenn man die Fakten berücksichtigt – deshalb wirklich quer in der Landschaft.

Wir Schweizer können uns dank der Ressource Wasser ein ehrgeiziges Ausbauziel bei der Wasserkraft setzen. Die Rahmenbedingungen zur Förderung der Wasserkraft müssen aber verbessert werden, damit der Anteil der Wasserkraft am Gesamtenergieverbrauch gesteigert werden kann. Damit vergrössern wir die Unabhängigkeit vom Ausland, was sicher eine ganz wichtige Aufgabe ist. Leider wird mit der Volksinitiative auch der wirtschaftliche Betrieb der Speichererkraftwerke verunmöglicht, weil diese nicht mehr dann produzieren können, wenn der Bedarf und der Preis am höchsten sind. Dadurch gefährdet die Initiative wichtige Arbeitsplätze in Berg- und Randregionen. Es kann nicht angehen, dass in einem Land wie der Schweiz, wo äusserst viel für die Natur und die Umwelt gemacht wird, noch weitere massive Zugeständnisse in diese Richtung gemacht werden und gegen ein gesamtheitliches Denken und Handeln zugunsten der Bevölkerung, der Wirtschaft und einer prosperierenden Zukunft verstoßen wird.

In diesem speziellen Fall kann man sagen: Die Landwirtschaft steht erneut im Mittelpunkt. Obwohl allseits betont und beteuert wird, wie wichtig eine qualitativ hochwertige einheimische Nahrungsmittelproduktion sei, können mit solchen Initiativen der Landwirtschaft stillschweigend wieder Tausende von Hektaren Produktionsfläche weggenommen werden. Ist es wirklich Ihre Absicht, meine Damen und Herren, die dieser Initiative zustimmen, immer mehr Nahrungsmittel aus dem Ausland zu importieren, vor allem aus Dritt Weltländern, und den Menschen, die dort zu Hause sind, die Grundnahrungsmittel wegzunehmen? Ich denke, wir sollten uns bewusst sein, dass eine ausgewogene Bewirtschaftung unserer Ressourcen der beste Garant für eine langfristig eigenständige und unabhängige Zukunft unseres Landes ist.

Darum bitte ich Sie, diese Volksinitiative abzulehnen.

**Wasserfallen** Christian (RL, BE): Die Initiative ist klar abzulehnen.

Es ist beim vorigen Geschäft eigentlich kein Gegenentwurf entstanden, sondern es ist beinahe die Ausführungsgesetzgebung zu dieser Initiative geschaffen worden. Darum ist es das Gebot der Stunde, dass diese jetzt endlich zurückgezogen würde. Die Initiative schafft ein ganz klares Ungleichgewicht zwischen den Renaturierungen und dem Hochwasserschutz. Über den Hochwasserschutz – das muss man sich vor Augen führen – verliert die Initiative kein einziges Wort. Die Initiative will nur die Fische und nichts anderes schützen; es gibt weder die Menschen, die von Hochwasser bedroht sind, noch wird mit dieser Initiative die zusätzliche Nutzung von erneuerbaren Energien wie der Wasserkraft gefördert. Die Initiative wirkt sowohl der erneuerbaren Energie Wasserkraft als auch dem Hochwasserschutz diametral entgegen. Das widerspricht klar der heutigen Politik. Die Finanzen für Revitalisierungen sind zu Recht zu begrenzen. Wir haben im Parlament im ersten Konjunkturprogramm 189 Millionen Franken für den Hochwasserschutz investiert. Jetzt kommt eine Initiative daher, die dieses Geld zugunsten von Revitalisierungen abgraben will, die, wenn überhaupt, nur bedingt für Hochwasserschutzmassnahmen tauglich sind. Ich sage es noch einmal: Laut Initiativtext ist man ja nicht einmal bereit, auch nur einen Franken für den Hochwasserschutz zu investieren. Diese Politik für die Fische und nicht für die Menschen kann ich ganz klar nicht unterstützen.

Ich habe es gesagt, die Initiative wirkt auch den erneuerbaren Energien deutlich entgegen. Die Grünen sind sich hier

einfach nicht einig, was sie wollen. Die Grünen haben auch hierzu die Ja-Parole beschlossen, obwohl sie ganz genau wissen, dass die Wasserkraft in diesem Land keine Kilowattstunde mehr an Strom liefern kann, wenn diese Initiative angenommen wird; die vermehrte Nutzung einer erneuerbaren Energie wird also durch die Grünen selber verhindert. Man kann nicht gegen Kernkraftwerke und gegen die Wasserkraft sein und keine Alternativen auf den Tisch legen. Die Quintessenz dieser Politik der Grünen wird das Stromblackout sein. Das hat man am heutigen Tag eindeutig und glasklar zu sehen bekommen. Den Fünfer, das Weggli und das Retourgeld gibt es in der Energiepolitik nicht. Es geht um ein Abwagen zwischen Umweltschutz und Energieproduktion. Das müssen Sie endlich einmal lernen!

Fazit: Diese Initiative gefährdet Hochwasserschutzprojekte. Sie berücksichtigt einseitig die Fische und nicht die Menschen. Der Hochwasserschutz wird deutlich darunter leiden, wenn Mittel für Renaturierungen verschwendet werden. Die Initiative – das betrübt mich sehr – verhindert eben auch die Produktion von erneuerbarer Energie, beispielsweise aus Wasserkraft. Der Grimselstausee ist ein Beispiel dafür, wie es eben nicht gehen sollte. Wir wollen die erneuerbare Energie. Wir müssen aber auch den Preis dafür zahlen, dass wir Strom aus der Steckdose haben.

Als Fazit kann ich meinem Namen entsprechend einfach sagen: Lassen Sie diese Initiative ins Wasser fallen!

**Pedrina Fabio (S, TI):** L'esito positivo in voto finale dell'iniziativa parlamentare «Protezione e utilizzo dei corsi d'acqua» discussa oggi permetterà probabilmente di leggere sotto un altro angolo di visuale l'iniziativa popolare qui in discussione. Essa formula tre richieste di fondo:

1. I cantoni promuovono la rinaturazione delle acque pubbliche e delle rispettive zone riparie.
2. A tale scopo istituiscono dei fondi per la rinaturazione.
3. Le organizzazioni interessate possono presentare domande per l'adozione di misure in materia, con diritto d'istanza e di ricorso.

Il fatto che per questa iniziativa sono state raccolte oltre 160 000 firme mette bene in risalto l'insoddisfazione di moltissimi cittadini sensibili ai problemi ambientali e interessati alla salvaguardia e alla valorizzazione delle acque in un contesto il più naturale possibile, acque che nel contempo sono simbolo di vita e di qualità di vita per tutti noi. Le acque non sono solo risorse economiche in quanto sfruttabili per produrre energia, bensì sono anche risorsa economica, in quanto acque intatte in paesaggi fluviali costituiscono un plus-valore per la Svizzera e con ciò, per il suo turismo e per la qualità di vita dei suoi abitanti. Si tratta perciò di ottenere quel giusto equilibrio fra sfruttamento e valorizzazione della risorsa acqua che ne assicuri a lunga scadenza una fruizione differenziata e utile all'essere umano.

Il Consiglio federale nel messaggio su questa iniziativa ha riconosciuto apertamente che alla luce dell'attuale situazione abbiamo una forte necessità d'interventi di risanamento e di valorizzazione dei diversi ambiti acquiferi. Esso ha pure identificato l'insufficiente azione dei Cantoni nell'applicazione della legislazione vigente, segnatamente nell'attuazione di diverse misure di risanamento e ripristino già ivi prescritte.

L'iniziativa ha avuto il merito di dare uno scossone riportando al centro dell'attenzione la questione della responsabilità, ma soprattutto degli strumenti e del relativo finanziamento, già troppo spuntati per raggiungere gli obiettivi, seppure meno incisivi, posti dalla legge sulla protezione delle acque entrata in vigore nel 1992 ossia oltre quindici anni fa. Occorre riconoscere che il contropatto costituito dalla citata iniziativa parlamentare appena approvata dal nostro Consiglio riprende le principali richieste dell'iniziativa «Acque vive». Rappresenta in tal senso un compromesso accettabile in relazione ad una sostanziale rivitalizzazione delle acque, seppure essa ha un'estensione più contenuta rispetto alle richieste dell'iniziativa popolare. Porta ad una riduzione degli effetti negativi in seguito alle variazioni di regime e quindi dei flussi discontinui prodotti a valle delle

centrali idroelettriche ad accumulazione, ad una flessibilizzazione dei flussi minimi con da un lato un aumento degli stessi, dall'altro una possibilità di riduzione, ma solo per i detriti di acque non pescose posti fra i 1500 e i 1700 metri sopra il livello del mare, e porta infine al finanziamento delle necessarie misure. Gli elementi di maggiore rilievo di questo controprogetto consistono nel predisporre le necessarie premesse affinché la rivitalizzazione delle acque possa effettivamente compiersi. A lato del finanziamento qui assicurato con un prelievo di 0,1 centesimi per chilowattora sui costi di trasporto delle reti ad alta tensione occorre assicurare l'acquisizione delle parti di fondi che consentono la correzione degli alvei. Le specifiche misure codificate nella legge sul diritto fondiario rurale portano a soddisfare anche questo requisito.

In conclusione, il mio auspicio è che in concomitanza con la formale e definitiva approvazione del controprogetto, l'iniziativa possa essere ritirata, date le necessarie garanzie formali a favore degli iniziativisti e date le modifiche procedurali decise di recente dal Parlamento in merito alle iniziative popolari. La mia astensione a questo voto vuol sottolineare la disponibilità al compromesso purché siano soddisfatte le suddette condizioni fino alla fine della catena decisionale.

**Kunz** Josef (V, LU): Die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» enthält drei zentrale Forderungen: Die Kantone sollen bei öffentlichen Gewässern die Renaturierungen fördern, sie sollen jeweils einen kantonalen Renaturierungsfonds einrichten, und weiter sollen die betroffenen Organisationen Forderungen zur Durchführung von Massnahmen stellen können.

Meines Erachtens greift die Initiative zu stark in die Autonomie der Kantone ein. So haben Organisationen nicht nur ein Beschwerde-, sondern neu auch ein Antragsrecht. Die Initiative verlangt von den Kantonen zwingend, einen Fonds einzurichten, ohne einen Vorschlag zu machen, wie der Fonds gespiesen werden soll. Ich bin klar der Meinung, dass mit der heute geltenden Raumplanungs- und Gewässerschutzgesetzgebung den Anliegen der Initiative weitgehend Rechnung getragen werden kann. So finden schon heute grosszügige Renaturierungen statt, welche von Bund, Kantonen und Gemeinden mitfinanziert werden. Drei Viertel unserer Gewässer sind offen und sind im Vergleich mit jenen des Auslands naturnah und beispielhaft gestaltet.

Unser Kulturland ist nicht vermehrbar, und es stellt sich die Frage, wo die Prioritäten gesetzt werden: zugunsten der Ernährung, der Energieproduktion oder des Umwelt- und Gewässerschutzes? Hier gilt es, den goldenen Mittelweg zu finden. Unsere Ahnen haben in mühsamer Arbeit Kulturland gewonnen. Dies nun durch neue Gesetze in unverhältnismässigem Ausmass rückgängig zu machen, kann ich als Bauer nicht unterstützen. Ich bin überzeugt, dass mit den geschätzten 3 bis 4 Milliarden Franken, welche laut der Initiative in den nächsten fünfzig Jahren aufgewendet werden sollen, der Landwirtschaft weit mehr als 2000 Hektaren Kulturland entzogen werden. Verändern wir Extremsituationen, und zwar dort, wo Handlungsbedarf besteht, mit der heutigen Gesetzgebung, und verzichten wir auf die unverhältnismässigen Forderungen dieser Initiative!

Ich bitte Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Ich als Bauer werde auch den Gegenvorschlag ablehnen, haben wir doch zum Beispiel Schwemmland nicht der Beitragspflicht unterstellt. Ich habe das erlebt: Mehrere Jahre lang habe ich zugunsten des Kantons Land gesäubert, ohne Beiträge, und Sie haben darauf verzichtet, dieses Anliegen im Gegenvorschlag aufzunehmen.

**Büchler** Jakob (CEg, SG): Leider ist Frau Teuscher jetzt nicht im Saal, aber sie hat von diesem Platz aus behauptet, dass unsere Flüsse leer gefischt seien, weil kein Wasser mehr vorhanden sei. Ich erlebe etwas anderes. Ich komme aus dem Linthgebiet. Im Linthkanal hat es tatsächlich nicht mehr gleich viele Fische wie früher, aber das ist nicht so, weil zu wenig Wasser da wäre, sondern weil es zu viele Kormorane gibt, die als natürliche Feinde der Fische jetzt sogar bekämpft werden müssen. Die Kormorane, diese Raubvögel, sind also mitschuldig daran, dass die Fischbestände so tief sind – mindestens für den Linthkanal trifft das zu.

Zurzeit wird der Linthkanal ja ausgebaut; die Dämme werden verstärkt. Es werden schon nach dem heutigen Gewässerschutzgesetz sehr viele Renaturierungen vorgenommen. Wir wissen alle, dass landwirtschaftlicher Boden nicht vermehrt werden kann. Diese Sanierung braucht im Linthgebiet rund 30 Hektaren landwirtschaftlichen Boden, der eben nicht vermehrt werden kann. Es sind wieder einmal die Landwirte und die Korporationen, die den Boden dafür zur Verfügung zu stellen haben. Kulturland wird schon nach heutigem Recht für einen Überlastfall, wie die Fachleute sagen, also für ein dreihundertjähriges Hochwasser, zur Verfügung gestellt; dazu braucht es nun einmal recht viel landwirtschaftliches Land.

Ökologie ist heute schon Tatsache, dazu brauchen wir keine neuen Volksinitiative, die die Schraube noch weiter anziehen will. Wenn Hochwasser entsteht – das gilt nicht allein beim Linthkanal, sondern auch, wenn die Kanäle in der Linthebene Hochwasser führen –, dann wird das Land überschwemmt, dann werden landwirtschaftliche Flächen überflutet. Davon geht man heute aus. Landwirtschaftliches Grundeigentum gilt also als Expansionsmöglichkeit. Mit anderen Worten: Die Landwirtschaft hat das Grundeigentum zur Verfügung zu stellen, damit das verbaute Land geschützt wird. Die Volksinitiative geht aber noch viel, viel weiter.

Ich bin klar der Meinung, das heutige Gesetz reiche aus. Es kommt schon gar nicht infrage, dass auch noch die Ausweitung des Verbandsbeschwerderechtes ermöglicht wird; darum sage ich ganz klar Nein zu dieser Volksinitiative.

**Fiala** Doris (RL, ZH): Dass sich die Umweltschützer widersprechen, wird bei dieser Initiative einmal mehr offensichtlich. Noch etwas kritischer formuliert, könnte man auch die intellektuelle Redlichkeit der Initianten hinterfragen. Aus der Atomenergie und dem Erdöl müsste man aussteigen, wird propagiert. Aber wenn es konkret wird mit den erneuerbaren Energien, dann passt es eben auch wieder nicht: Denkmalpfleger haben Mühe mit der Fotovoltaik, die Windenergieanlagen zerstören die Landschaft, und bei der Wasserkraft treten der Landschaftsschutz und der Wasserschutz auf den Plan.

Die negativen Aspekte der Wasserkraftnutzung werden nun jedoch vom Gegenvorschlag des Ständerates mit der Finanzierung von Renaturierungsmassnahmen gut abgedeckt, wie wir es heute schon mehrfach gehört haben. Der Gegenvorschlag des Ständerates ist pragmatisch und umsichtig. Ich verzichte bewusst auf eine rhetorisch grobe Spur zur vorgeschlagenen Ausweitung des Verbandsbeschwerderechtes. Ich bitte Sie allerdings, sich einzustehen, dass mit dieser Initiative die Möglichkeit zur Nutzung der Wasserkraft klar erschwert wird. Bei umsichtiger Güterabwägung im Umweltschutz müsste jedoch selbst der umweltkritischste Geist eingestehen, dass die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» die Zukunft der Wasserkraft gefährdet und somit letztlich dem Umweltschutz schadet und nicht dient. Die vielpriesene sogenannte Verwesentlichung des Verbandsbeschwerderechtes wird durch die Initiative infrage gestellt, und das Verbandsbeschwerderecht erfährt ausgerechnet bei den erneuerbaren Energien eine Stärkung zuungunsten des Umweltschutzes.

Ich bitte Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

**Rossini** Stéphane (S, VS): La question qui est posée par les auteurs de l'initiative soulève un problème réel. Il est porté sur la place publique, dans le débat démocratique, par des gens qui n'affichent pas forcément une conviction fondamentalement écologique ou que l'on pourrait qualifier de fondamentaliste, avec tout le côté péjoratif qu'on attribue à ces convictions lorsqu'il s'agit de replacer la nature au centre de nos préoccupations. Cette initiative est soutenue par des milieux qui observent en vivant leur passion, la pêche par

exemple, les conséquences négatives de l'emprise de l'homme sur la nature, plus particulièrement lorsque cette emprise est disproportionnée. Avec les auteurs de l'initiative, les 160 000 personnes qui l'ont signée reconnaissent qu'il y a un problème réel.

Parmi ces 160 000 personnes il y a énormément de Romands – bien plus que ceux qui interviennent aujourd'hui dans ce débat – qui constatent qu'il y a une trop forte exploitation des cours d'eau dans ce pays. Cette surexploitation rend de plus en plus rares les rivières dont l'aspect naturel est intact. L'approvisionnement en eau, la production d'électricité, l'irrigation mais aussi la rectification des berges et des fonds des cours d'eau, les nombreux barrages ou autres ouvrages illustrent concrètement ces atteintes multiples. La plupart d'entre elles ont certes une légitimité. Il convient cependant de retrouver une approche équilibrée dans la manière d'appréhender les cours d'eau.

L'initiative n'est donc pas simplement une manifestation de la défense des intérêts des pêcheurs ou une revendication exagérée de la part des défenseurs de l'environnement. Elle est le résultat d'une lecture critique des conséquences de nos activités sur l'environnement. Elle témoigne aussi de la nécessité de rediscuter des équilibres à trouver entre les enjeux liés à la production d'énergie d'origine hydraulique et la protection appropriée de l'environnement, la protection contre les crues ou encore les intérêts des agriculteurs.

C'est dans cet esprit et avec ces préoccupations – nous l'avons largement discuté ce matin – que la commission a travaillé dans le cadre de l'élaboration du contre-projet, comme l'ont rappelé les rapporteurs d'une part, et comme nous l'avons confirmé d'autre part dans notre vote.

Cette démarche et la perspective qui la sous-tend sont donc louables. Il convient cependant de faire aboutir maintenant ce processus, afin que les buts visés par le texte de cette initiative soient effectivement intégrés dans un véritable projet visant à un changement d'orientation politique et que le compromis aboutisse effectivement à sa mise en oeuvre. La volonté politique de contribuer à la renaturation des eaux publiques et de rétablir l'état des cours d'eau lorsque des ouvrages leur ont porté atteinte doit donc être clairement exprimée.

C'est pourquoi je soutiens le texte de cette initiative, texte qui implique maintenant des actes. Tout cependant n'est pas encore acquis. Cette initiative doit donc être soutenue et maintenue aussi longtemps que le contre-projet ne sera pas définitivement adopté et, surtout, qu'il ne sera pas mis en oeuvre.

Je vous invite par conséquent à soutenir la proposition de la minorité Teuscher.

**Aeschbacher** Ruedi (CEg, ZH): Seit Jahren wissen wir, dass der Gewässerschutz in unserem Land recht unterschiedlich umgesetzt wird: an gewissen Orten zögerlich, widerwillig – die Restwasserbestimmungen werden nicht eingehalten, der Vollzug ist eher schlecht –, an anderen Orten recht aufgeschlossen und fortschrittlich; in diesem Zusammenhang denke ich etwa an den Kanton Zürich oder auch an die Stadt Zürich, wo schon vor 25 Jahren Bäche, die weit über 10 Kilometer eingedolt waren, wieder ans Tageslicht geholt worden sind, die Renaturierungen vorwärtsgekommen sind und noch weitergehen. Aber insgesamt geht es unterschiedlich gut oder, wie man auch sagen kann, unterschiedlich schlecht. Es ist ein Armutszeugnis, dass es auch hier wieder einmal eine Volksinitiative gebraucht hat, bis die Politik endlich bereit war und ist, im Gewässerschutz vorwärtszumachen.

Der Gegenvorschlag, den wir nun beraten haben, bringt unbestreitbar Verbesserungen. Das ist anzuerkennen und darf wohl auch aus Sicht des Umweltschutzes als noch vertretbarer Kompromiss angesehen werden. Das Parlament hat hier wohl die mittlere Unzufriedenheit aller hieran beteiligten Interessen getroffen, und mehr kann man von diesem Parlament wahrscheinlich nicht erwarten. Diese Überlegungen würden eigentlich nahelegen, im Moment mit dem im Gegenvorschlag Erreichten zufrieden zu sein. Allerdings habe

ich heute noch keine Sicherheit, dass der Gegenvorschlag definitiv durch das Parlament kommt und auch Rechtskraft gewinnen wird. Das Referendum, das immerhin theoretisch möglich ist, ist angesprochen worden. Ich weiss auch nicht, ob die Initiative allenfalls zurückgezogen wird. Ich möchte nicht ins Wasser fallen, und darum sehe ich mich veranlasst, für den Fall, dass der Gegenvorschlag nicht in Rechtskraft erwachsen würde und dass über die Initiative abgestimmt werden müsste, den Stimmberchtigten ein Ja zu dieser Initiative zu empfehlen.

Ich sehe, dass ich noch drei Minuten Redezeit habe, und möchte daher noch auf zwei Voten reagieren.

Das eine Votum betrifft den hier anwesenden Kollegen Büchler. Er hat die Kormorane angesprochen. Der Kormoran ist ein fischfressender Vogel. Er ärgert die Fischer, weil er auch im Wasser fischt und ab und zu einem Fischer hält den Fisch weggeschnappt. Aber hier ist wirklich nicht der Ort, um wieder auf den Kormoran loszuschlagen, denn der Kormoran ist in der Natur einer der vielen Akteure, und wenn wir einigermassen die Natur Natur sein lassen, dann spielt sich das ein. Der Mensch hat nicht von vornherein das Recht, jene Tiere oder jene Dinge in der Natur gleich auszurotten, die dem Menschen allenfalls auch noch etwas von seinem Teller wegnehmen. Sonst könnten die Fischer ja verlangen, dass man die Amseln reduziere, weil die Amseln ja schliesslich die Regenwürmer wegessnappen, die der Fischer wiederum als Köder an seiner Angel braucht.

Und zu Frau Fiala möchte ich einfach noch etwas sagen. Nachdem sie wieder einmal einen Rundumschlag gegen Landschaftsschutz, Denkmalschutz usw. gemacht hat, möchte ich Ihnen Folgendes sagen, Sie sind zwar nicht im Saal, aber Sie können das im Amtlichen Bulletin nachlesen: Ich vermute sehr, Frau Fiala, dass Ihnen auch sehr wohl ist, wenn Sie sich in einer Umgebung aufhalten können, die noch stimmt, in einer baulichen Situation, wo der Denkmalschutz dafür gesorgt hat, dass Ambiance und Atmosphäre vorhanden sind, und ich kann mir auch sehr gut vorstellen, dass Sie sich in einer schönen, guten und auch natürlichen Landschaft gerne erholen und dort auch Ihre Spaziergänge machen.

**Leuenberger** Moritz, Bundesrat: In aller Regel werden Volksinitiativen in unserem Land ja schlussendlich nicht angenommen, aber in aller Regel bewirken sie etwas. In aller Regel greifen sie ein berechtigtes Problem auf, in aller Regel überzeichnen sie es aber etwas. In diesem Sinne ist vom Parlament auch ein Gegenvorschlag ausgearbeitet worden, dies im Sinn der direkten Demokratie, wo die divergierenden Interessen in einem ausgleichenden Konsens münden. Es wird sicher Treu und Glauben entsprechen, dass dieser nun praktisch fertig ausgearbeitete Gegenvorschlag vom Parlament auch beschlossen wird. Und ebenso wird es Treu und Glauben entsprechen, dass die Initianten ihre Initiative dann wie angedeutet zurückziehen werden.

In diesem Sinne erweist der Bundesrat der Volksinitiative mit ihren immerhin 160 000 Unterschriften gerne seine Reverenz. Sie hat einen wichtigen Beitrag geleistet, aber mit Blick auf den Gegenvorschlag empfiehlt Ihnen der Bundesrat, sie abzulehnen.

**Bäumle** Martin (CEg, ZH), für die Kommission: Die Volksinitiative hat berechtigte Anliegen aufgegriffen, und es wurden ihr auch immer Chancen auf Zustimmung in der Volksabstimmung attestiert. Auch aus diesem Grund und weil Handlungsbedarf bestand, haben wir heute einen indirekten Gegenvorschlag fast zu Ende beraten. Der Ständerat hat begonnen, indem er einen Gegenvorschlag erarbeitet hat. Wir haben diesen aufgenommen. Der Gegenvorschlag trägt den Forderungen nach Schutz und Nutzung der Gewässer Rechnung. Konkret möchte ich nur drei Punkte nochmals herausgreifen.

Es geht erstens um die Revitalisierung der Gewässer. Wir wissen, dass von den rund 60 000 Kilometern Gewässer sicher mindestens rund 4000 prioritär zu renaturieren sind. Die Kantone haben ihre Aufgabe dort in den letzten Jahren

ungenügend erfüllt. Mit dem vorliegenden Gegenvorschlag machen wir hier mehr Druck. Wir stellen aber auch finanzielle Mittel aus den ordentlichen Budgets zur Verfügung, damit hier das Gesetz umgesetzt wird.

Zweitens wollen wir Massnahmen bezüglich Schwall und Sunk treffen. Dies dient allen, sowohl den Betreibern der Kraftwerke als eben auch Natur und Umwelt. Dazu haben wir diese 0,1 Rappen festgelegt, woraus wir die Massnahmen finanzieren wollen. Diese Beträge werden knapp sein, das ist aber auch richtig. Das wird sicherstellen, dass diese Projekte nicht vergoldet werden. Aber auch die Problematik der Verminderung des Geschiebehaushaltes wird durch diesen Gesetzesvorschlag besser gelöst und geregelt; hier besteht auch eine Verbundaufgabe zwischen Kanton und Gemeinden.

Aber insgesamt sichert der Gegenvorschlag gegenüber der bestehenden Gesetzgebung drittens auch ganz klar die Erhöhung der Erzeugung von Strom aus Wasserkraft um rund 2000 Gigawattstunden bis 2030; es kann sogar etwas mehr werden. Was die Initiative hier klar verfehlt hätte und weshalb die Initiative eben zu einseitig zugunsten des Schutzes war, haben wir mit dem Gegenvorschlag eben berücksichtigt: die Nutzung der Wasserkraft.

Es liegt also schlussendlich ein vernünftiger Kompromiss vor, der ausgewogen die beiden Ziele Schutz und Nutzung erfüllt. Nach der Debatte, die wir heute gehabt haben, in der wir die wesentlichen Differenzen ausgeräumt haben, bin ich zuversichtlich, dass einer Zustimmung zum Gegenvorschlag in beiden Räten nichts entgegensteht.

Auch der Landwirtschaft sind wir im Gegenvorschlag stark entgegengekommen. Gerade in Bezug auf die Auswirkungen auf die Fruchfolgeflächen, die jetzt oft beklagt werden sind, sind wir den Landwirten doch einiges entgegengekommen. Ich möchte einfach nochmals darauf hinweisen: Wir sprechen mit dem Gegenvorschlag davon, dass in den nächsten zwanzig, dreissig Jahren insgesamt maximal etwa 2000 Hektaren an Fruchfolgeflächen, also rund 25 Hektaren pro Jahr, verlorengehen könnten. Zum Vergleich: Es werden jährlich rund 3000 Hektaren durch die Zersiedelungspolitik vernichtet. Der Unterschied ist nur: Die 3000 Hektaren, die jährlich durch die Zersiedelung verbraucht werden, sind verboten und verloren. Das, was wir mit der Gewässerrenaturierung machen, ist nicht verloren; es wird einem anderen, einem naturnaheren Zweck zugeführt. In diesem Sinne bleibt es der Natur erhalten.

In Kenntnis all dieser Fakten beantragt Ihnen die Kommission mit 17 zu 8 Stimmen klar, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen; sie geht zu weit. Die Initiative hat über den Gegenvorschlag sehr viel erreicht. Ebenso deutlich stimmen wir diesem Gegenvorschlag zu.

Ich bitte Sie in diesem Sinne, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen, weil wir den Gegenvorschlag mit Sicherheit in beiden Räten durchbringen werden.

**Nordmann Roger** (S, VD), pour la commission: Au nom de la majorité de la commission, j'aimerais maintenant m'adresser aux initiateurs. Le contre-projet que nous venons de voter a quasiment abouti. La question du droit foncier rural a été tranchée dans le sens des souhaits des initiateurs et il me semble que, maintenant, nous en sommes au stade où les initiateurs n'ont plus aucune raison de maintenir leur initiative populaire, parce qu'au fond, comme l'a expliqué Monsieur le conseiller fédéral Leuenberger, l'aboutissement des travaux sur le présent contre-projet est satisfaisant.

Au nom de la majorité de la commission, j'aimerais donc m'adresser aux initiateurs pour leur dire d'envisager le retrait de leur initiative populaire, retrait qui peut désormais être conditionnel – c'est-à-dire que le retrait est valable au moment où le contre-projet entre définitivement en vigueur.

Je vous invite donc à suivre la majorité.

*Eintreten ist obligatorisch  
L'entrée en matière est acquise de plein droit*

**Bundesbeschluss über die eidgenössische Volksinitiative «Lebendiges Wasser (Renaturierungs-Initiative)»**  
**Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire fédérale «Eaux vivantes (Initiative pour la renaturation)»**

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit*

(Teuscher, Daguet, Girod, Nordmann, Nussbaumer, Rechsteiner-Basel, van Singer, Wyss Ursula)  
... die Initiative anzunehmen.

**Art. 2**

*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition de la minorité*

(Teuscher, Daguet, Girod, Nordmann, Nussbaumer, Rechsteiner-Basel, van Singer, Wyss Ursula)  
... d'accepter l'initiative.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 07.060/3151)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 65 Stimmen

**Le président** (Germanier Jean-René, premier vice-président): Selon la loi sur le Parlement, il n'y a pas de vote sur l'ensemble

07.3784

**Motion Schmidt Roberto.**

**Benützung**

**des Autoverlad**

**mit der Autobahnvignette**

**Motion Schmidt Roberto.**

**Utilisation du chargement**

**des voitures sur le train**

**avec la vignette autoroutière**

Einreichungsdatum 06.12.07

Date de dépôt 06.12.07

Nationalrat/Conseil national 25.11.09

**Schmidt Roberto** (CEg, VS): Vor wenigen Tagen durften wir die Autobahn durch das Knonauer Amt feierlich eröffnen und damit die Wirtschaftsmetropolen Zürich und Zug verbinden. Es fehlen nur noch wenige Kilometer bis zur Fertigstellung des Nationalstrassennetzes. Die Erschliessung aller Regionen unseres Landes ist von grösster Bedeutung. Trotzdem wird es in diesem Land immer Täler und Regionen geben, die keinen direkten Anschluss ans Nationalstrassennetz haben. Es wird in Graubünden, in der Zentralschweiz und im Wallis sogar immer Täler und Regionen geben, die im Winter, wenn die Alpenpässe geschlossen sind, nur mit den Au-

